



L'IMPUTABILITÉ

Bulletin d'information du Conseil canadien des comités des comptes publics
Numéro II, Volume I, Automne 2000

Inside this Issue:

Questions de procédure	2
Innovations administratives	2
Rapports des Vérificateurs généraux	3
Rapport des Contrôleurs généraux à signaler	3
Affaires en cours	4
Sujets d'intérêt particulier	4
Affaires à venir	5
Liens internet	5
Nouvelles Nominations	6-7
Rapports et documents	7
Collaborateurs	8

Dépôt de rapports de comités

Le Comité des comptes publics de la Chambre des communes a déposé 14 rapports sur les sujets suivants :

- la reddition de comptes en ce qui a trait à la gestion et à l'administration de programmes sociaux conjoints, et en particulier des programmes de Prestation nationale pour enfants et d'Aide à l'employabilité des personnes handicapées (Développement des ressources humaines Canada);
- la gestion et l'administration des modes de financement entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord et les Premières nations ;
- le non respect des conditions et la surveillance inadéquate de l'utilisation avant homologation d'un médicament antipaludique (ministère de la Défense et Santé Canada);
- les mesures d'amélioration de la gestion et de l'organisation pour la réinsertion sociale des délinquants dans la société canadienne (Services correctionnels Canada);
- les comptes publics 1998-1999;
- le rapport annuel de rendement du Bureau du Vérificateur général du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1999;
- la gestion de l'impartition au secteur privé de services non essentiels (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et ministère de la Défense);
- les ententes de collaboration entre les pouvoirs publics au Canada concernant la Phase II du Programme de travaux d'infrastructures et le suivi de la vérification ayant porté sur la phase I du programme;
- l'utilisation des marchés de services professionnels conclus avec un fournisseur unique au moyen de préavis d'adjudication de contrat
- l'enseignement primaire et secondaire (Affaires indiennes et du Nord Canada);
- les nouvelles formes de prestation de programmes et de services gouvernementaux et la remise en question des principes du contrôle parlementaire et de la reddition de comptes (le Fonds canadien d'adaptation et de développement rural).

Au cours du printemps 1999, le **Comité des comptes publics du Yukon** a déposé deux rapports sur les mesures d'adaptation à l'an 2000.

Le **Comité sur l'administration et les services gouvernementaux du Nunavut** a collaboré au rapport conjoint de mai 2000 du Comité de l'Assemblée législative qui a fait

l'examen du budget et des plans ministériels de dépenses du gouvernement du Nunavut pour l'exercice 2000-2001.

Le **Comité des comptes publics de l'Alberta** a publié son rapport annuel traitant de la composition du comité et de son programme de travail.

La **Commission de l'administration publique de l'Assemblée nationale du Québec** a déposé deux rapports sur le volet imputabilité de ses travaux, en décembre 1999 et en mai 2000. Ces rapports résument les travaux de la commission sur l'efficacité de la gestion administrative et font état d'un ensemble de recommandations visant à soutenir ces ministères et organismes dans leur démarche d'amélioration continue de leur gestion. Neuf dossiers d'imputabilité ont été traités par la commission dont deux concernaient le secteur de la santé. Cela a nécessité la présence de 15 sous-ministres et dirigeants d'organismes, et 31 recommandations ont été formulées par les membres de la Commission.

Le **Comité des comptes publics de l'Assemblée législative de l'Ontario** a soumis trois rapports au cours des 12 derniers mois. Il s'agit d'abord de son rapport annuel d'activités pour l'année 1998 (Document sessionnel no 92), lequel a été pris en considération par l'Assemblée le 4 avril 2000. Le second (Document sessionnel no 121) traite du contrat avec la firme de consultants Andersen et a fait l'objet d'un débat le 8 juin 2000. Enfin, le troisième rapport (Document sessionnel no 142) examine la question de l'impôt provincial sur le revenu, de même que ses effets sur les crédits et les compressions budgétaires; ce rapport a été présenté et débattu à l'Assemblée le 22 juin 2000.

Le **Comité des comptes publics de Terre-Neuve** a mis la dernière main à son rapport annuel qui sera déposé en Chambre dès la reprise des travaux.

Le **Comité des comptes publics de la Colombie britannique** a publié cinq rapports au cours de la dernière année qui touchent les sujets suivants :

- l'adaptation à l'an 2000 en Colombie britannique;
- les activités du Bureau du Vérificateur général pour l'année 1997-1998;
- les comptes publics, les systèmes et les contrôles des finances publiques, et la gestion financière pour l'année 1997;
- la protection des sources d'approvisionnement en eau potable;

Dépôt de rapports de comités (suite)

- la gestion des déplacements gouvernementaux;
- les programmes de départs des cadres de la fonction publique;
- la sécurité routière et les poids lourds.

Au cours de l'intersession, le comité a également déposé auprès du Greffier de l'Assemblée son Quatrième rapport de la 4^e session intitulé *Training and Development in the British Columbia Public Service*

(Formation et perfectionnement dans la fonction publique de la Colombie britannique).

Le **Comité des comptes publics du Nouveau-Brunswick** est censé déposer son rapport à l'Assemblée au début de la 3^e session de la 44^e législature, qui doit débiter plus tard cet automne.

Questions de procédure et modifications au règlement à signaler concernant les comités parlementaires

Le règlement de l'**Assemblée législative de la Saskatchewan** a été modifié le 27 avril 2000 afin d'autoriser le remplacement temporaire des membres des comités pour la durée d'une séance, avec le consentement écrit d'un membre permanent du comité.

Innovations administratives à signaler

En raison de l'impossibilité d'examiner tous les chapitres contenus dans le rapport du vérificateur général, le **Comité des comptes publics de la Chambre des communes** a établi une procédure de suivi lui permettant de s'assurer que des actions concrètes ont été mises en oeuvre pour donner suite aux résultats des vérifications. Avant l'ajournement d'été, le président du comité envoie une lettre à tous les sous-ministres dont le ministère a fait l'objet d'une vérification mais qui n'ont pas été entendus en comité. Leurs réponses sont ensuite examinées soigneusement afin de déterminer si le comité doit pousser plus loin sa surveillance. Au cours de l'automne 1999, quatre des réponses fournies par des ministères ont été jugées insatisfaisantes et les sous-ministres en cause ont été requis de fournir des informations complémentaires. Les renseignements obtenus par le biais de cette procédure sont également fournis au Vérificateur général qui peut ainsi les utiliser dans le cadre du suivi qu'il effectue dans les deux ans qui suivent la vérification initiale. Une procédure similaire est utilisée pour exercer un suivi de tous les rapports déposés par le comité : les réponses globales du gouvernement sont ainsi examinées afin de déterminer si chacune des recommandations du comité a été prise en considération et si toute l'information requise a été fournie. Les sous-ministres concernés se verront relancés par le comité lorsque l'information fournie est incomplète ou insatisfaisante.

Le 4 avril 2000, le **Comité des comptes publics de la Colombie britannique** a adopté une procédure similaire afin de suivre les progrès faits par le gouvernement pour répondre aux

recommandations du Vérificateur général et celles du Comité. Cette nouvelle procédure souple et ciblée fait en sorte que le comité reçoit des ministères et des organismes un rapport sur la mise en oeuvre des recommandations six mois après la prise en considération d'une affaire par le comité; il détermine alors si une action supplémentaire doit être prise, soit sous la forme de renseignements additionnels ou d'un témoignage oral devant le comité. Une base de données a été constituée par le personnel du comité lui permettant de retracer l'état de la situation pour chacune de ses recommandations ainsi que celles du Vérificateur général, et de suivre la progression de tous les autres dossiers du comité.

En juin 2000, la **Commission de l'administration publique du Québec** s'est lancée dans un projet pilote pour la convocation électronique de ses séances. Auparavant, quelque 50 envois papiers étaient requis. Un seul message électronique a suffi pour aviser l'ensemble des membres de la commission et les autres personnes concernées par ses travaux des détails de son programme de travail pour les mois de septembre à décembre 2000. Le taux de lecture de cette convocation électronique (99 %) indique que l'initiative est prometteuse pour l'avenir.

Au cours de la dernière année, le **Comité des comptes publics de Terre-Neuve** a décidé de publier un rapport distinct pour chacun des dossiers examinés plutôt que de faire comme par le passé un rapport global de l'ensemble de ses auditions.



Rapports des Vérificateurs généraux à signaler

Deux rapports du **Vérificateur général du Canada** ont été déposés en septembre et novembre 1999, puis en avril 2000. Ils contiennent 32 chapitres.

Le **Vérificateur général de l'Alberta** a déposé son rapport annuel pour l'année terminée le 31 mars 2000.

Le **Vérificateur général du Québec** a publié trois rapports. Les deux premiers reflètent les activités de vérification d'optimisation des ressources faites dans certains ministères (*Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 1998-1999*, tome II, et le *Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 1999-2000*, tome I). De plus, un rapport spécial a été rendu public sur la vérification des états financiers du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1998. En vertu de la loi, le Vérificateur général peut en effet remettre un rapport spécial à l'Assemblée sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait attendre, à son avis, la présentation de son prochain rapport annuel. Or, en raison des délais récurrents dans la publication des comptes publics par le ministre des Finances et de l'importance des réserves inscrites par le Vérificateur dans son attestation financière des comptes publics, ce dernier a décidé de présenter un rapport spécial à l'Assemblée sans attendre le dépôt de son prochain rapport.

Le **Vérificateur provincial de l'Ontario** a déposé le 16 novembre 1999 son rapport pour l'année 1999 (Document sessionnel no 1).

Le **Vérificateur général de Terre-Neuve** a publié son Rapport sur la vérification des ministères et des organismes publics pour l'année terminée le 31 mars 1999.

En prévision de l'étude d'un projet de loi prévoyant modifier sa loi constitutive, le **Vérificateur provincial de la Saskatchewan** a remis à l'Assemblée législative le 17 février 2000 un rapport spécial sur les modifications proposées.

Le **Vérificateur général de la Colombie britannique** a publié 10 rapports au cours de la dernière année intitulés ainsi:

- *A Review of the Fast Ferry Project: Governance and Risk Management*. [L'examen du projet Fast Ferry : Gouvernance et gestion de risques]. (Octobre 1999);
- *Forest Renewal BC: Planning and Accountability in the Corporation; The Silviculture Programs*. [La régénération des forêts en Colombie britannique : Planification et reddition de comptes de l'organisme public. Les programmes de sylviculture]. (Octobre 1999);

- *Report on the Preparedness of the Government of British Columbia in Dealing with the Year 2000 Problem*. [Rapport sur l'état de préparation du gouvernement de la Colombie britannique quant à l'adaptation à l'an 2000]. (Octobre 1999);
- *Social Housing: The Governance of the British Columbia Housing Management Commission and the Provincial Rental Housing Corporation; The Management of Social Housing Subsidies*. [Logement social : La gouvernance au sein de la Commission d'habitation de la Colombie britannique et de la Société provinciale du logement. La gestion des programmes de financement du logement social]. (Novembre 1999)
- *Pulp and Paper Mill Effluent Permit Monitoring; Standards of Conduct in the Education and Health Sectors; Status of Public Accounts Committee Recommendations Relating to Prior Years' Compliance Audit*. [L'émission de permis pour le contrôle des rejets de fabriques de pâtes et papiers; Lignes de conduite dans les secteurs de l'éducation et de la santé; État des recommandations du Comité des comptes publics en regard des vérifications d'attestation financière antérieures]. (Novembre 1999);
- *Special Report - Financial Administration of Vote 1: Report Issued to the Speaker of the Legislative Assembly as Chair of the Legislative Assembly Management Committee*. [Rapport spécial sur le vote no 1 concernant l'administration financière. Rapport au Président de l'Assemblée législative en sa qualité de président du Comité de gestion de l'Assemblée législative]. (Janvier 2000);
- *Report on Government Financial Accountability for the 1998/99 Fiscal Year: Parts I and II*. [Rapport sur la reddition de comptes financière du gouvernement pour l'année financière 1998-1999 : tomes I et II]. (Février 2000);
- *Towards a More Accountable Government: Putting Ideas Into Practice*. [Vers un gouvernement davantage imputable : mettre des idées en pratique]. (Mars 2000)
- *1999/2000 Annual Report of the Auditor General of British Columbia: Auditing in the Public Interest* [Rapport annuel 1999-2000 du Vérificateur général de la Colombie britannique : Vérifier dans l'intérêt public]. (Juin 2000);
- *Fostering a Safe Learning Environment: How the British Columbia School System is Doing*. [Favoriser un milieu d'apprentissage sécuritaire dans les écoles publiques : Comment le système scolaire de la Colombie britannique s'y emploie]. (Juin 2000).

Le **Vérificateur général du Nouveau-Brunswick** a déposé son rapport pour l'année 1999 (tomes I et II).

Rapport des Contrôleurs généraux à signaler

En réponse à la demande que lui a faite le **Comité des comptes publics de la Saskatchewan** en novembre 1998, le contrôleur de cette province a fourni le 22 juin 2000 un document intitulé *A Process for Achieving Appropriate Public Disclosure for Government Organizations* [Une démarche pour atteindre une saine transparence au sein des organismes publics].



Affaires en cours

Le **Comité des comptes publics de l'Ontario** prépare actuellement ses rapports sur le Bureau des obligations familiales, un organisme rattaché au ministère du Procureur général (Section 3.01 du rapport du Vérificateur provincial pour l'année 1999) et sur l'entretien des routes provinciales (Section 3.14 du même rapport).

Le **Comité des comptes publics de la Saskatchewan** s'est intéressé au processus suivi pour la nomination du nouvel Auditeur provincial, à la suite de la démission de **M. Wayne Strelieff** qui est devenu le **Vérificateur général de la Colombie britannique**.

Dans le cadre de ses travaux, le comité a également été amené à prendre en considération des propositions de modification à la Loi sur le Vérificateur provincial mises de l'avant aussi bien par le Bureau du Vérificateur provincial que par le Comité consultatif sur le Vérificateur provincial du ministère des Finances. Dans le cadre de l'examen du rapport spécial du Vérificateur provincial sur le sujet, ainsi que du document préparé par le Comité consultatif, le Comité des comptes publics a entendu en juin 2000 le **Vérificateur provincial par intérim, M. Fred Wendel**, antérieurement Vérificateur provincial adjoint, et certains membres du Comité consultatif. Les documents examinés traitaient d'aspects cruciaux touchant le processus de sélection du Vérificateur provincial et de son mandat, de même que des principes sur lesquels repose le fonctionnement du Comité des comptes publics. Ainsi, une des principales recommandations du Comité consultatif propose que cette dernière instance remplisse formellement un rôle conseil auprès du Comité des comptes publics. Son mandat serait d'assister le comité dans la sélection d'un nouveau Vérificateur provincial de même que dans l'examen de son budget et de son rapport annuel, de fournir des conseils au comité sur différents sujets et de faciliter la discussion et le règlement des litiges entre le Vérificateur provincial, le ministère des Finances et la Société provinciale d'investissements. Le Comité des comptes publics n'a pas terminé sa réflexion sur le sujet.

Sujets d'intérêt particulier

En mars 1999, le **Comité des comptes publics de la Chambre des communes** a créé un **Sous-comité des lignes directrices et normes internationales relatives aux états financiers du secteur public**. Le comité s'est réuni à sept reprises entre les mois de novembre 1999 et de mai 2000 afin de discuter des travaux du sous-comité et d'entendre les témoignages des représentants de la Fondation canadienne pour la vérification intégrée, de l'Institut sur la gouvernance et du Bureau du Vérificateur général. En mai 2000, le sous-comité s'est déplacé à Washington afin de rencontrer plusieurs représentants d'institutions financières internationales et des membres du Congrès américain. Le sous-comité prévoit soumettre son rapport final au Comité des comptes publics de façon à ce que son dépôt en Chambre ait lieu au cours de l'automne prochain.

Le **Comité des comptes publics de la Colombie britannique** est actuellement au stade de la rédaction de ses rapports découlant de l'examen des rapports du Vérificateur général publiés au cours de la dernière année. Ces rapports portent sur des sujets tels que la gestion des permis de coupe au ministère des Forêts, la planification et la reddition de comptes pour les programmes de sylviculture du projet de Régénération des forêts en Colombie britannique, ou encore la gouvernance et la gestion des risques dans le projet Fast Ferry et les programmes de logement social.

Traditionnellement, tous les ministères font l'objet d'un examen public devant le **Comité des comptes publics du Nouveau-Brunswick**. Les ministères sont alors représentés par leur sous-ministre en titre et certains de leurs hauts dirigeants. Les ministres ne sont pas entendus par le comité. Celui-ci se réunit habituellement lorsque l'Assemblée ne siège pas. Ses séances sont publiques sauf lorsque le comité siège à huis clos pour délibérer et décider du contenu de son rapport à déposer à l'Assemblée. Au cours de la dernière année, le comité s'est réuni conjointement avec le Comité sur les sociétés d'État pour faire l'examen du rapport annuel du **Vérificateur général du Nouveau-Brunswick** pour l'année 1999. Le 7 décembre 1999, le Vérificateur général, **M. Daryl Wilson**, a comparu devant le comité afin de présenter le premier tome de son rapport annuel et de répondre aux questions des députés. Les deux comités parlementaires se sont de nouveau réunis conjointement le 22 février 2000 afin de discuter du tome II du rapport. Au total, onze séances ont été tenues entre les mois de janvier et de mars 2000 afin de procéder à l'examen des comptes publics, ainsi que des rapports annuels et des états financiers des divers ministères pour l'année 1998-1999. Quatre autres séances ont été tenues en septembre pour compléter le mandat du comité.

Dans le cadre d'un projet de réforme des commissions parlementaires qui a cours au **Québec** un comité de réflexion a souligné les résultats probants obtenus par la **Commission de l'administration publique**, créée en avril 1997. En plus de ses travaux réguliers d'examen en matière d'imputabilité, la commission entend accentuer le suivi de ses travaux antérieurs et au besoin, convoque à nouveau les administrateurs publics visés. Il en sera ainsi l'automne prochain pour deux dossiers, soit celui du Curateur public et du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Les activités de la commission ont nécessité un accroissement de ses besoins de recherche. Au cours de la dernière année, le nombre d'agents de recherche est passé de 1,5 à 2,5 années-personnes.



Affaires à venir

Le **Comité des comptes publics de la Chambre des communes** se saisira des rapports du Vérificateur général du Canada qui seront déposés en Chambre en octobre et décembre 2000.

À la fin de l'automne et au début de l'an 2001, le **Comité sur l'administration et les services gouvernementaux du Nunavut** procédera à l'examen des tout premiers comptes publics de ce territoire et prendra en considération à cette fin les premiers rapports de vérification du Vérificateur général du Canada portant sur le Nunavut.

Au cours de la prochaine session d'automne, le **Comité des comptes publics de l'Alberta** prévoit se réunir régulièrement en présence du Vérificateur général, du Contrôleur provincial et des ministres concernés dans le cadre de l'examen du rapport annuel du Vérificateur général et des rapports annuels des ministères.

La **Commission de l'administration publique du Québec** reprendra ses activités en septembre 2000 et se penchera sur huit dossiers d'imputabilité concernant six ministères convoqués en juin 2000. En décembre, la commission établira son plan de travail pour les mois de janvier à juin 2001.

Le **Comité des comptes publics de l'Ontario** prévoit poursuivre l'examen des autres chapitres du rapport annuel du Vérificateur provincial pour l'année 1999.

Le **Comité des comptes publics de Terre-Neuve** se réunira cet automne afin de tenir des auditions sur plusieurs des dossiers soulevés dans le récent rapport annuel du Vérificateur général.

En **Saskatchewan**, le **Comité des comptes publics** poursuivra ses travaux sur des sujets reliés au Vérificateur provincial, notamment sur le processus de sélection du vérificateur, sur les amendements à apporter à la Loi sur le Vérificateur provincial et sur l'opportunité d'un comité consultatif de vérification.

Le **Comité des comptes publics de la Colombie britannique** se réunira durant tout l'automne et le début de l'hiver afin de poursuivre l'examen du rapport du Vérificateur général portant sur les comptes publics de l'année 1998-1999, et de discuter de sujets tels que l'état de préparation aux séismes, la sécurité des écoles publiques, la gestion du Bureau du Vérificateur général pour l'année 1999-2000 et la surveillance des caisses de crédit et des sociétés de fiducie en vertu de la Loi sur les institutions financières.

Liens internet

Comptabilité et vérification :

- Institut canadien des comptables agréés – <http://www.icca.ca>
- Institut des comptables agréés de l'Australie – <http://www.icaa.org.au>
- Commission des normes de vérification du Royaume-Uni – <http://www.asb.org.uk>
- Commission des pratiques de vérification du Royaume-Uni – <http://www.apb.org.uk>
- Association des comptables agréés des États-Unis – <http://www.acaus.com>

Administration publique et gestion des organisations :

- Institut d'administration publique du Canada – <http://www.ipaciapc.ca>
- Société d'administration publique des États-Unis – <http://www.aspanet.org>
- Institut d'administration publique de l'Australie – <http://www.sunsite.anu.edu.au/community/ipaa/>
- Association du Commonwealth pour l'administration publique et la gestion – <http://www.capam.comnet.mt/>
- Centre de recherche sur la gestion publique du Canada – <http://infoweb.magi.com/~pmrc/home.htm/>

Divers :

- Coalition for Effective Change (un regroupement d'associations représentant des gestionnaires, des dirigeants et des professionnels en poste et retraités du gouvernement fédéral des États-Unis) – <http://www.effective-change.org>



Renouvellements chez les vérificateurs généraux

Depuis le 15 mars 2000, la **Colombie britannique** a un nouveau Vérificateur général en la personne de **M. Wayne Strelieff**, qui était auparavant, depuis 1990, le Vérificateur provincial de la **Saskatchewan**. Il a également occupé diverses fonctions à l'Institut canadien des comptables agréés et au Conseil du trésor de la Colombie britannique.

En raison du départ de M. Strelieff pour la Colombie britannique, **M. Fred Wendel** assume depuis mai 2000 les fonctions de **Vérificateur provincial de la Saskatchewan par intérim**.

Le mandat de **M. Peter Valentine** a été reconduit pour une durée de deux ans à titre de **Vérificateur général de l'Alberta**, soit à compter du 1^{er} mars 2001 jusqu'au 28 février 2003.

Renouvellements à la présidence et à la composition des comités

La composition du **Comité des comptes publics de l'Ontario** a été renouvelée le 1^{er} novembre 1999 de la manière suivante :

- **M. John Gerretsen** (Libéral/Kingston et les Îles; élu président le 4 novembre 1999)
- **M. John Cleary** (Libéral /Stormont-Dundas-Charlottenburgh; élu vice-président le 4 novembre 1999)
- **M. John Hastings** (PC/Etobicoke Nord)
- **Mme Shelley Martel** (NPD/Nicket Belt)
- **M. Bart Maves** (PC/Niagara Falls)
- **Mme Julia Munro** (PC/York Nord)
- **Mme Marilyn Mushinski** (PC/Scarborough Centre)
- **M. Richard Patten** (Libéral /Ottawa Centre)

Une élection générale a eu lieu au **Yukon** le 17 avril 2000. La composition du Comité des comptes publics est la suivante :

- **M. Trevor Harding** (NPD/Faro), convocateur
- **M. Peter Jenkins** (Parti du Yukon/Klondike)
- **Mme Cynthia Tucker** (Libéral/Mount Lorne)
- **M. Eric Fairclough** (NPD/Mayo-Tatchun)
- **M. Scott Kent** (Libéral/Riverside)

Il est prévu que la première réunion du comité aura lieu au cours de l'automne.

La présidence du **Comité des comptes publics de la Saskatchewan** a été renouvelée par l'élection le 29 février 2000 de **M. Ken Krawetz** (Parti de la Saskatchewan/Canora-Pelly) à la présidence et de **Mme Pat Lorje** (NPD/Saskatoon Sud-est) à la vice-présidence le 1^{er} juin 2000.

La composition du **Comité des comptes publics de la Colombie britannique** a été légèrement modifiée au cours de la dernière année avec l'arrivée, le 3 avril 2000, de **M. Dennis Streifel** (NPD/Mission-Kent) et de **M. David Zirnhelt** (NPD/Cariboo Sud), de même qu'avec la venue d'un nouvel élu **M. Val Roddick** (Libéral/Delta Sud), le 6 juillet 2000.

Le **Comité des comptes publics du Nouveau-Brunswick** a été reconstitué le 6 juillet 1999 et est composé de 10 membres du parti gouvernemental, de 3 membres de l'Opposition officielle et d'un membre du NPD. Lors de la première séance du comité au cours de la 54^e législature, le 12 août 1999, **M. Sheldon Lee** (Libéral/Charlotte) a été élu président et **M. David Jordan** (PC/Gand Lake) a été élu vice-président. Au cours de cette séance, les membres du comité ont participé à une séance de formation et d'information organisée conjointement par le Bureau du Greffier et le Bureau du Vérificateur général.

Renouvellements chez les contrôleurs des finances

En avril 2000, l'ancien sous-ministre de l'Agriculture, **M. Frank Claydon**, a été nommé **Secrétaire du Conseil du trésor et Contrôleur général du Canada**.

Mme Nathalie Tremblay a été nommée le 15 novembre 1999 sous-ministre adjointe et Contrôleur des finances au **ministère des Finances du Québec**. Mme Tremblay remplace **M. André Fiset** qui a été nommé sous-ministre du Revenu.



Renouvellements chez les greffiers de comité

En janvier 2000, **M. Bernard G. Fournier** est revenu à ses anciennes fonctions de greffier du **Comité des comptes publics de la Chambre des communes**.

Le 1^{er} mai 2000, **Mme Marie-Renée Beaulieu** a remplacé **M. Alain Major** comme secrétaire de la **Commission de l'administration publique du Québec**. M. Major a été nommé coordonnateur du Secrétariat des commissions.

Depuis octobre 1999, **Mme Tonnia Grannum** est la nouvelle greffière du **Comité des comptes publics de l'Ontario**.

Mme Margaret Woods remplacera **M. Greg Putz** comme greffière du **Comité des comptes publics de la Saskatchewan** à compter de l'automne 2000.

Rapports et Documents

Rapports du Comité des comptes publics – Royaume-Uni

- 37^e rapport, *The Office of Fair Trading: Protecting the Consumer from Unfair Trading Practices* (30 août 2000);
- 13^e rapport, *Compensating Victims of Violent Crime* (2 août 2000);
- 27^e rapport, *Highways Agency: Getting Best Value from the Disposal of Property* (15 juin 2000);
- 21^e rapport, *Government on the Web* (14 juin 2000).

Publications récentes du National Audit Office du Royaume-Uni

- *Supporting Innovation: Managing Risk in Government Departments* (17 août 2000);
- *Financial Management of the European Union* (28 avril 2000);
- *Compensating Victims of Violent Crime* (14 avril 2000);
- *Good Practice in Performance Reporting in Executive Agencies and Non-Departmental Public Bodies*.

Publications récentes du General Accounting Office des États-Unis

- *Computer Security: FAA is Addressing Personnel Weaknesses, But Further Action is Required* (31 mai 2000);
- *Child Welfare: New Financing and Service Strategies Hold Promise, But Effects Unknown* (20 juillet 2000);
- *On-Line Trading: Better Investor Protection Information Needed on Brokers' Web Sites* (9 mai 2000);
- *Homelessness: Barriers to Using Mainstream Programs* (6 juillet 2000);
- *Sales Taxes: Electronic Commerce Growth Presents Challenges; Revenue Losses are Uncertain* (30 juin 2000).

Rapports et documents des comités des comptes publics – Australie

- *Issues Paper for Follow-Up Inquiry into Environmental Accounting and Reporting*, Parlement de Victoria, Comité des comptes publics et des crédits budgétaires (Juin 2000);
- *State Budget Estimates Information and Process in the Legislative Assembly*, Parlement de l'Australie de l'Ouest, Comité des comptes publics (25 mai 2000).

Publications récentes du National Audit Office de l'Australie

- *Commonwealth Assistance to the Agrifood Industry* (24 juillet 2000);
- *The Management of Tax Debt Collection* (20 décembre 1999).

Collaborateurs au numéro d'automne

M. Alex Baldwin – Directeur de la recherche et des services de la Bibliothèque, Assemblée législative du Nunavut

Mme Marie-Renée Beaulieu – Secrétaire de la Commission, Assemblée nationale du Québec

Mme Corinne Dacyshyn – Greffier du Comité, Assemblée législative de l'Alberta

Mme Kelly Dunsdon – Recherchiste du Comité, Assemblée législative de Colombie britannique

Mme Missy Follwell – Greffière adjointe, Assemblée législative du Yukon

M. Donald Forestell – Greffier adjoint, Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

M. Bernard G. Fournier – Greffier du Comité, Chambre des communes

Mme Tonia Grannum – Greffière du Comité, Assemblée législative de l'Ontario

Mme JoAnn McKerlie-Korol – Greffière adjointe et Greffière des comités, Assemblée législative du Manitoba

Mme Elizabeth Murphy – Greffière adjointe, Chambre d'Assemblée de Terre-Neuve et du Labrador

M. Gregory Putz – Greffier adjoint, Assemblée législative de la Saskatchewan

Manuel du CCCC, édition 2000

L'édition 2000 du *Manuel du CCCC* a été transmise à tous les membres du Conseil et est également disponible sur le site Internet du Conseil. Ce document contient des informations utiles à propos du CCCC, sur la composition et le personnel des comités des comptes publics, ainsi que sur les conférences annuelles du CCCC. Nous tenons à remercier particulièrement Mme Mary Newell pour son travail à la confection du nouveau Manuel.

L'IMPUTABILITÉ

Bulletin d'information du
Conseil canadien des comités des comptes publics

Toutes suggestions, correspondances, contributions ou demandes d'inscription sur la liste d'envoi sont bienvenues et doivent être adressées à:

M. Craig James, éditeur, CCCC – L'Imputabilité
Bureau 224, Édifices parlementaires
Victoria (Colombie britannique) V8V 1X4

Téléphone : (250) 356-2933
Télécopieur : (250) 356-8172
Courriel : clerkcomm@leg.bc.ca

L'Imputabilité est une publication du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCC). Ce bulletin s'appuie principalement sur les contributions de ses membres partout au Canada. Les contributions en provenance des bureaux des vérificateurs législatifs ou de leurs homologues de l'ensemble du Commonwealth sont également bienvenues.

Le bulletin L'Imputabilité est habituellement publié deux fois l'an. Des exemplaires papiers sont disponibles sur demande. Il est également accessible sur le site Internet récemment réaménagé du CCCC à l'adresse suivante : <http://www.ccpac.ca>.